

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 27 janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE CEMENTS**

Route de Bréal  
53410 Saint-Pierre-La-Cour

Références : SRNT-2025-0039-Lafarge\_VI\_RAP  
Code AIOT : 0006300908

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement LAFARGE CEMENTS implanté Route de Bréal 53410 Saint-Pierre-la-Cour. L'inspection a été annoncée le 30/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a porté en particulier sur la traçabilité des déchets produits et des déchets pris en charge et traités sur le site (action nationale 2024) et sur les mélanges de déchets/substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets réalisés dans la cimenterie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE CEMENTS
- Route de Bréal 53410 Saint-Pierre-la-Cour
- Code AIOT : 0006300908
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Saint Pierre la Cour est la plus importante cimenterie française en termes de capacité de production de ciment avec une capacité de production autorisée de 1 600 000 tonnes par an de ciment. La cimenterie co-incinère des déchets dangereux et non dangereux venant se substituer à une partie des combustibles fossiles habituels.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 11 avril 2017 et du 6 mai 2021.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Demande d'action corrective	30 jours
3	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	60 jours
4	Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43-1	Demande d'action corrective	60 jours
6	Traitement des déchets – mélanges	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L.541-7-2	Demande d'action corrective	60 jours
7	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
5	Traçabilité des déchets – rupture de traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10 1er et 3ème alinéas	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a fait des constats nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant. Il doit de plus porter à la connaissance du préfet les modifications apportées à la procédure d'admission et de contrôle mise en œuvre sur le site.

L'exploitant doit veiller à la cohérence des données saisies dans les différents outils de traçabilité des déchets et terres excavées à savoir Trackdéchets, le registre (RNDTS) et celles contenues dans la déclaration GEREP.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE – rubriques
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Un point sur les rubriques ICPE présentes dans l'arrêté préfectoral actuel du site (article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 modifié par l'arrêté préfectoral du 6 mai 2021) et prévues dans le dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction est réalisé le jour de la visite. Les remarques suivantes sont formulées par l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- rubrique 2515 : cette rubrique ne vise que les installations de broyage [...] de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels et artificiels ou de déchets non dangereux <b>inertes</b>. Le broyage de déchets non dangereux <b>non</b> inertes (pneumatiques usagés par exemple) n'est pas classé sous cette rubrique mais en 2791 (grandeur caractéristique à indiquer en t/j) ;</li><li>- rubriques de tri/transit/regroupement de déchets : si les volumes de déchets visés dans les rubriques 2517, 2714 et 2718 ne concernent que des déchets qui sont entreposés sur le site en attente de traitement dans la cimenterie, alors ces rubriques ne sont pas à viser. En effet, selon le paragraphe 2.2 de la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets du 27 avril 2022 « <i>les zones d'entreposage, de tri ou de regroupement de déchets sur le site d'une installation classée pour le traitement de déchets (nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement et dont la quantité ou le volume est en lien avec la capacité de traitement de l'installation), que ce soit avant traitement ou après traitement, ne doivent pas être classées dans les rubriques Tri, Transit, Regroupement de déchets</i> ». Si l'établissement accueille, en plus des déchets à traiter, des déchets qui ne seront pas traités sur le site et pour lesquels une opération de tri/transit/regroupement est réalisée alors les rubriques 271X voire 2517 peuvent être visées selon le type de déchets concerné (par exemple certains flux de « rembourrés » issus de déchets d'éléments d'ameublement) ;</li><li>- pour les 3 rubriques 2770, 2771 et 3520, les activités concernées sont l'incinération et la co-incinération voire le traitement thermique, la valorisation matière par exemple n'en fait pas partie ;</li><li>- pour la rubrique 3520 : la grandeur caractéristique à prendre en compte doit être exprimée en t/h lorsqu'il s'agit de déchets non dangereux et en t/j lorsqu'il s'agit de déchets dangereux ;</li><li>- les rubriques 2770 et 2771 sont des rubriques sans seuil, les données de la rubrique 3520 peuvent être reprises dans ces rubriques.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit revoir et modifier le tableau des rubriques de classement de son établissement (rubriques actuelles et futures) compte tenu des remarques faites ci-dessus en indiquant les grandeurs caractéristiques des installations visées correspondantes pour chacune des rubriques de classement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a commencé à utiliser plus systématiquement Trackdéchets pour les déchets dangereux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p> <p>Deux fiches établissement ont été générées via la base de données Trackdéchets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 concernant l'année 2023,</li><li>- 1 portant sur la période allant du 01/01/2024 au 22/11/2024.</li></ul> <p>Les fiches comportent les données sur les déchets qui sont obligatoirement tracés via Trackdéchets à savoir les déchets dangereux mais également des données sur les déchets non dangereux dont la traçabilité n'est pas obligatoire mais qui ont fait l'objet d'une dématérialisation dans l'outil.</p> <p>Les constats suivants peuvent être faits concernant Trackdéchets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les déchets dangereux :<ul style="list-style-type: none"><li>• le niveau d'utilisation de Trackdéchets est en augmentation en 2024 par rapport à 2023 : 34 bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) émis et 763 reçus sur l'année 2023 - 63 BSDD émis et 744 reçus du 01/01 au 22/11/2024 ;</li><li>• le tonnage correspondant est de 18 528,55 t entrantes et 114,81 t sortantes sur 2023 et 18 573,62 t entrantes et 210,21 t sortantes du 01/01 au 22/11/24 ;</li></ul></li><li>- pour les déchets non dangereux (DND), des BSD ont également été reçus : 264 reçus en 2023 et 218 reçus du 01/01 au 22/11/24 représentant 6 512,36 t entrantes en 2023 et 4 752,38 t entrantes en 2024.</li></ul> <p>Une différence de tonnage entre les informations contenues dans la déclaration GEREPE faite par l'exploitant pour l'année 2023 et les données Trackdéchets sont constatées pour les déchets dangereux : 18 528,55 t entrantes dans Trackdéchets 19 490,49 t admises déclarées dans GEREPE. Selon l'exploitant, cette différence d'environ 962 t serait liée au fait que certains fournisseurs n'auraient pas déclaré l'ensemble de leurs citernes dans Trackdéchets jusqu'en avril 2023,</p> <p>Pour les déchets dangereux sortants, une différence de tonnage est également constatée : 210,21 t sortantes dans Trackdéchets contre 114,81 t expédiées dans GEREPE pour l'année 2023.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit veiller à ce que l'ensemble des déchets dangereux entrants et sortants du site soit déclaré dans Trackdéchets et que les données entre Trackdéchets et GEREPP soient cohérentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les registres 2023 et 2024 ont pu être générés via l'outil mis à disposition de l'inspection des installations classées à partir des données de Trackdéchets. Les données récupérées portent sur les déchets/terres dangereux/ses et les déchets/terres classés/ées non dangereux/ses. Elles</p>

concernent les déchets entrants sur le site et les déchets sortants du site.

Les fiches citées dans le point de contrôle précédent mentionnent qu'il n'y a pas de données issues du registre national déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) à afficher pour cet établissement. A noter toutefois que d'après l'article R.541-43 III du code de l'environnement, la transmission des informations du bordereau électronique à Trackdéchets vaut transmission des informations au RNDTS lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

A noter que pour les déchets non dangereux, les tonnages issus de Trackdéchets sont beaucoup plus faibles que ceux déclarés dans GERE (197 987,158 t admises et 197 312,564 t traitées dans GERE contre 6 512,36 t entrantes en 2023 déclarées dans Trackdéchets et donc dans le registre généré à partir des données de Trackdéchets).

Pour rappel, selon l'article R.541-43 du code de l'environnement, les exploitants des installations d'incinération de déchets non dangereux non inertes doivent transmettre les données constitutives du registre au RNDTS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des déchets devant être déclarés au RNDTS le sont effectivement et compléter le cas échéant le RNDTS avec les données manquantes pour les déchets non dangereux non inertes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 4 : Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national

**Prescription contrôlée :**

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque



cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.
<p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>[...]</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué dans le constat précédent, les registres 2023 et 2024 ont pu être générés via l'outil mis à disposition pour l'inspection des installations classées à partir des données de Trackdéchets. Les données récupérées ont en particulier porté sur les terres dangereuses et les terres classées non dangereuses admise sur le site pour traitement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des terres excavées, y compris celles classées non dangereuses non inertes reçues sur le site, sont déclarées dans le RNDTS. A défaut, il doit compléter le RNDTS avec les données manquantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 5 : Traçabilité des déchets – rupture de traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10 1er et 3ème alinéas
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rupture de traçabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants. Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En matière de rupture de traçabilité entre les déchets entrants et sortants de l'installation, celle-ci n'est pas nécessaire compte tenu du fait que les déchets sont traités par co-incinération sur le site. Tous les déchets entrants sont traités sur le site pour permettre la production de ciment. Les cendres et les lots de ciment non conformes produits par le site ne sont pas envoyés pour traitement vers une filière de traitement de déchets externes mais sont réintroduits dans le circuit interne de fabrication de ciment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Traitement des déchets – mélanges

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/07/2020, article L.541-7-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations de mélange de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.  Par dérogation à l'alinéa précédent, des opérations de mélanges peuvent être autorisées si elles sont réalisées dans une installation visée à l'article L. 511-1 soumise à autorisation ou à enregistrement, si l'opération de mélange s'effectue selon les meilleures techniques disponibles et, sans mettre en danger la santé humaine ni nuire à l'environnement, n'en aggrave pas les effets nocifs sur l'une et l'autre.
<b>Constats :</b> Concernant le mélange de déchets, il est noté en particulier que : <ul style="list-style-type: none"><li>- des mélanges de déchets de catégories différentes et de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits sont réalisés dans le cru (en amont du four) : par exemple les sables de tir provenant de sites militaires classés dangereux par leur producteur ;</li><li>- des eaux souillées non dangereuses peuvent être stockées en mélange avec des eaux souillées classées dangereuses sur le site.</li></ul> Des coquilles d'œufs, qui sont des sous-produits animaux de catégorie 3 (provenant a priori d'animaux n'ayant présenté aucun signe de maladie transmissible aux êtres humains ou aux animaux), sont mélangés au cru lorsque la filière habituelle de traitement de ces coquilles serait saturée (maximum 1 000 t/an). Ces déchets étant des sous-produits animaux, un agrément sanitaire est nécessaire pour le traitement de ces sous-produits. De plus, selon l'origine de ces coquilles d'œufs, le règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine précise que s'il s'agit de déchets de cuisine et de table, ils sont transformés par stérilisation ou sont convertis en compost ou en biogaz.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit faire une demande d'autorisation de mélange conformément à l'article L.541-7-2 du code de l'environnement (cf. éléments précisés dans le 2 <sup>ème</sup> alinéa). Cette demande doit en particulier préciser les déchets concernés, les mélanges réalisés, les conditions dans lesquelles ils sont réalisés et les mesures prises afin de s'assurer de la compatibilité des déchets mélangés.  Concernant le traitement des coquilles d'œufs, l'exploitant doit respecter les dispositions du règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 7 : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'arrivée sur site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet [...] d'une vérification : <ul style="list-style-type: none"><li>• de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;</li><li>• le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi [...] ;</li><li>• le cas échéant, de la présence de documents exigés aux termes du règlement européen en vigueur [...] ;</li><li>• d'une pesée du chargement ;</li><li>• de la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds, PCB-PCT ;</li><li>• du pouvoir calorifique ;</li><li>• de l'analyse de tout autre paramètre d'admission fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation d'incinération ;</li><li>• du contrôle de l'absence de radioactivité.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les documents suivants concernant l'admission de déchets sur le site ont été contrôlés : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour un déchet classé 11 01 14 (déchet non dangereux, concentrat de STEP) venant d'un producteur du département 76 : le bon d'expédition établi par le producteur, le bon de réception établi par Lafarge, le bordereau de suivi des déchets (BSD n° BSD-20241126-YQZC8W4PW) établi sous Trackdéchets ;</li><li>• pour un déchet classé 16 10 01* (déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses) venant d'un producteur du département 49 : le BSD n°BSD-20241125-QFQQMTC8W établi sous Trackdéchets ;</li><li>• pour un déchet classé 16 10 01* (eaux souillées G2) venant d'un producteur du département 35 : le BSD n°BSD-20241125-Q1XHSQQPB établi sous Trackdéchets.</li></ul> Le tableau de suivi des analyses réalisées sur ces déchets en entrée du site a été consulté le jour de la visite. Les résultats ne correspondent pas exactement à ce qui est indiqué dans l'arrêté préfectoral (paramètres analysés différents, par exemple : fluor et PCB non analysés systématiquement, pH, point éclair et H <sub>2</sub> O faits systématiquement, test de compatibilité réalisé quand un déchet nouveau est accepté). A cet effet, l'exploitant a rédigé une procédure d'admission et de contrôle des combustibles alternatifs qui prévoit : <ul style="list-style-type: none"><li>• une analyse avant et/ou après déchargement (et non pas uniquement avant déchargement) ;</li><li>• une procédure simplifiée en termes d'analyses pour 2 cas particuliers détaillés dans cette procédure ;</li><li>• une procédure complète réalisée tous les 500 tonnes de déchets reçus et a minima une fois par an.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications apportées à la procédure d'admission et de contrôle mise en œuvre sur le site. Cet article étant issu des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets, l'exploitant doit justifier que la procédure mise en place répond à ces dispositions en particulier concernant les paramètres analysés y compris pour les cas particuliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

